

Questions orales

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, sans vouloir approuver entièrement la prémisse de la question du député, je signale qu'environ 40,000 prêts de la Société centrale d'hypothèques et de logement ont été consentis l'an dernier dans les régions rurales. La plupart de ces prêts avaient trait à des habitations munies de fosses septiques. Pour ce qui est de l'essentiel de la question, la Société centrale d'hypothèques et de logement a révisé cette politique. Je prépare un communiqué à l'intention de tous les députés pour les mettre au courant de la nouvelle loi. Elle comportera une plus grande souplesse. Dans le cadre d'une étroite collaboration avec les provinces, on établira des directives plus souples à l'égard des régions et collectivités rurales où l'on observe les normes provinciales en matière d'hygiène, et où l'on ne constate pas d'aménagements indésirables.

LE PROGRAMME DE LOGEMENTS À L'INTENTION DES RURAUX
ET DES AUTOCHTONES—LA RÉPARTITION DES CRÉDITS DANS
LES CIRCONSCRIPTIONS

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Peut-il assurer à la Chambre que le programme de logements pour les ruraux et les autochtones s'applique bel et bien à toutes les circonscriptions fédérales au Canada?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Non, monsieur l'Orateur, je ne puis donner cette assurance. Je ne crois pas qu'il s'applique à Toronto-Davenport ou au centre-ville d'Halifax. Toutefois, il s'appliquera aux régions que les provinces désignent comme étant admissibles en vertu de ces programmes. Dans la plupart des cas, les circonscriptions rurales seront admissibles si un accord est conclu avec la province. C'est une question d'établir les priorités en collaboration avec les provinces et d'ailleurs nous bénéficions largement de cette collaboration.

* * *

L'AGRICULTURE

LE RAVITAILLEMENT EN BŒUF DES TROUPES CANADIENNES
EN GARNISON EN EUROPE

M. Ken Hurlburt (Lethbridge): Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question au ministre de l'Agriculture. Comme les questions qui ont été posées au ministre des Approvisionnements et Services et au ministre de la Défense nationale pour déterminer si les Forces armées canadiennes en Europe mangent du bœuf canadien n'ont reçu que des réponses évasives, le ministre dira-t-il à la Chambre si le personnel des forces armées en Europe mange du bœuf canadien?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, tout ce que je sais, c'est que j'ai mangé du bœuf à la base en Europe une ou deux fois et qu'il était excellent et de première qualité.

M. Hurlburt: Le ministre dira-t-il à la Chambre si on ne profite pas des Boeing 707 qui vont à Lahr chaque semaine pour transporter du bœuf canadien et si nous achetons notre bœuf au gouvernement américain?

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, je crois qu'on achète certaines quantités de viande dans différents pays à diffé-

[M. Darling.]

rents moments. Nous achetons de la viande de grande qualité pour les Forces canadiennes. A ce moment-là, il en provenait beaucoup du Danemark.

* * *

LE CODE CRIMINEL

L'OPPORTUNITÉ D'UNE RÉGLEMENTATION SÉVÈRE DES
ARMES À FEU

M. Ross Milne (Peel-Dufferin-Simcoe): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Justice peut-il assurer à la Chambre que, contrairement aux nouvelles parues dans les journaux selon lesquelles la tragique fusillade de Brampton n'entraînera pas de mesures législatives visant une surveillance plus stricte des armes à feu, il va en fait étudier et appuyer des propositions raisonnables visant à une réglementation plus sévère des armes à feu et envisager d'éventuelles modifications du Code criminel et une aggravation des peines dans le cas de crimes commis à l'aide d'armes à feu?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, nous avons toujours cherché à maintenir l'ordre et à mieux réprimer les infractions à la loi au Canada ou les incidents comme ceux auxquels vient de faire allusion le député. On n'admet pas souvent que nous avons des lois extrêmement rigoureuses qui régissent les armes dont la vente est interdite ou limitée. Nous allons sans doute chercher à voir si des sanctions plus graves ou des mesures plus valables se justifient. Il est difficile de savoir si l'enregistrement est, à lui seul, d'une grande utilité. J'ai déjà dit que nous voulions être certains qu'il avait une grande valeur préventive et n'était pas simplement un fardeau administratif imposé aux citoyens canadiens.

* * *

LE BUDGET

LA POSSIBILITÉ DE REPORT DE LA PRÉSENTATION

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Envisage-t-on de reporter la présentation du budget du 23 juin à la mi-juillet du fait qu'il va falloir organiser une conférence des premiers ministres et des problèmes de calendrier que pose une telle réunion?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE CONFÉRENCE
FÉDÉRALE-PROVINCIALE POUR LA FIXATION DU PRIX DU
PÉTROLE BRUT

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): J'ai demandé la semaine dernière au premier ministre suppléant s'il y aurait en juin une conférence des premiers ministres sur la question du prix du pétrole brut au Canada. Le premier ministre suppléant m'a répondu qu'une telle réunion était souhaitable. Pouvons-nous savoir maintenant si cette réunion doit avoir lieu et à quelle date? Cette question peut s'adresser au ministre des Finances puisqu'il est concerné. Sinon, je la pose au pre-